

INSERTIONS

S'adresser de 10 heures du matin à 4 heures
du soir, 10, Rue Maciel.
De 8 à 10 heures du soir rue 25 de Mayo 58.

Toute la correspondance devra être dirigée au
Directeur.

Les manuscrits, insérés ou non, ne sont pas
rendus.

Téléphone «La Cooperativa» N.° 339

Imprimé en los Talleres de El Sotelo

COURRIER FRANCO-ORIENTAL

JOURNAL DU SOIR

Rédacteur en chef: J. G. Boron Dubard — Rédaction et Administration: 46, rue Maciel.

ABONNEMENTS

	Montevideo	Campesina
Un mois	\$ 1 00	1 20
Trois mois	3 00	3 50
Six mois	5 50	6 50
Un an	10 00	10 50
Numéro du jour	\$ 0 01	n. c.

Les abonnements partent du premier et du quinze
de chaque mois.

Les réductions pour semestres et années ne poi-
tent que sur souscriptions payées d'avance.

13 mai.

«Chat chaud craint l'eau froide», dit un
proverbe français tout à l'honneur des
mots et des minets, car il prouve que si, com-
me les hommes, ils sont exposés à malencontre,
ils savent du moins, plus sages que beaucoup de
nos derniers, tirer profit de la leçon reçue.

C'est de nos confrères qui cultivent la nou-
velle sensation, comme don Clodomiro de Ar-
teaga la location d'immenses à l'Etat, semblent
être devenus tout à coup aussi sages que le
plus éduqué des Raminagrobis. Le télégraphe
a tellement roulé, ces jours derniers, dans
l'attente de nouvelles, que ce matin leur cir-
conspection a pris des proportions
intéressantes. Les pétards ont fait silence et les
redresseurs de bulletins n'ont assourdi de leurs
cris ni les passants ni les passereaux à
qu'il ne déplût pas de rester sous les pavés
de Morpheus jusqu'à une heure du jour assez
avancée.

Les correspondants télégraphiques sont de-
venus eux-mêmes beaucoup plus sobres, infiniment
moins affirmatifs, et c'est avec une réserve pru-
dente qu'ils nous ont donné les derniers fruits
de leurs recherches ou de leurs méditations.

Is n'ont point tort. Le public commençait, en
effet, à se lasser d'être berné sans pitié par des
dépêches fantaisistes dont le démenti ne se fai-
sait attendre que juste le temps de composer un
second bulletin ou de mettre en page une édi-
tion de la dernière heure. Le télégraphe gé-
néral et pour peu que la «lunetterie» se fût prolongée
les boutiques où on en trafiquait n'auraient pas
eu de moindres dangers que les boulangeries
de Cosme et de Novarre ou que les palais de Mi-
las ces jours passés.

Nous traversons une période d'agitations in-
tenses et de drames épiques, où les nerfs des
plus calmes sont tendus à l'excès et où per-
sonne ne tolère volontiers qu'on se fiche de lui, le
légume fut-il un fil télégraphique distingué ou
une Agence tenue pour respectable. La lutte
engagée entre les Américains du septentrion et
les Espagnols nous touche tout autrement que
celle des Crétois et des Turcs qui fut léon-
de aussi en «carnards» de superlatif envergue-
rie. Nous assistons alors au spectacle, il faut
bien le confesser, un peu en dilettantisme exempts
d'inquiétudes personnelles. Nous envisageons
cette guerre lointaine avec le secret plaisir d'une
distraction dont on rougit, mais qu'on n'est point
grand même. C'était tout fait, mais c'était tout
général aussi et fort naturel étant donné l'édu-
cation profondément égoïste des individus et des
peuples en dépit de la propagande altruiste des
moralistes et des philosophes.

Il n'en va pas de même aujourd'hui. Le sang
qui coule nous est cher, l'argent qui se dilapide
en poudre et en projectiles meurtriers pourrait
avoir un emploi qui ne saurait nous être indif-
férent. Et ce n'est plus seulement par curiosité
malicieuse, par volupté insatiable que nous sui-
vons les péripéties de la lutte. Quelque chose de
nous, quelque chose de notre âme est vraiment
liée à la belligérance.

Comment s'étonner dès lors si on éprouve
plus que de la mauvaise humeur en constatant
que les batailles données pour imminentes ou
réelles n'ont pas en lieu, que les victoires ou
défaites annoncées sont imaginaires, et que
les renseignements pris on ne sait pas même
où sont en train de choc formidable avait, selon
toute probabilité, fait frémir la plus profonde
entière jusqu'en ses couches les plus profondes.

Il y a pourtant toute une catégorie de con-
traire de la déception, sous le coup des con-
gratifications télégraphiques, n'a pas laissé
la gravité des circonstances d'être singulièrement
divertissante. Vous les connaissez bien, ce sont
ces tacticiens en Chambre, ces augures de cer-
cles et cafés qui quoi qu'il advienne, excellent à
nous prouver que tout arrive comme ils avaient
prévu et annoncé. Voyez-vous d'ici la tête du
monsieur qui, après avoir expliqué à ses auditeurs
bénévoles comment et pourquoi, ainsi qu'il l'avait
prévu, l'attaque américaine a été décriée dans les
parages de Monte-Cristo apprend tout à coup
que Cervera est encore à Cadix ou aux Canaries?

Le personnage d'une comédie de Labiche, qui
apparaissait sur le perron d'une villa, examinant
l'état du ciel et disait en se retournant les mains:
«Ce n'est pas pour me vanter, mais il fait bête-
ment chaud», n'aurait pas été plus interloqué et
vexé si une brise glaciale lui eût subitement cou-
lé la parole.

Quoi qu'il en soit, béneçons les dieux et le
télégraphe de la prudence un peu tard venue
mais précieuse avec laquelle on semble devoir
nous informer désormais.

Pour aujourd'hui, la nouvelle capitale est le
bombardement de Porto Rico par un détache-
ment de la flotte du commodore Sampson. Nous
voulons espérer que les obus et les grenades
n'auront été lancés que sur les forts et les ou-
vrages imaginés à la dernière heure pour com-
pléter la défense. Bombarder les habitations de
la population indoffensive est aussi barbare qu'il
serait ruineux plus tard, en cas de défaite, de
payer les dégâts.

A Cuba même, l'effort des américains ne sem-
ble pas avoir eu tout le succès qu'on se promet-
tait d'une tentative de débarquement à Carden-
as. Un torpilleur, le *Wybor*, a sauté de ré-
centes avaries en avançant témérairement
sous le feu des batteries contre lesquelles il n'o-
tait pas de force à lutter.

Tel est le bilan des dernières 24 heures en ce
qui concerne la guerre. On peut y ajouter, d'a-
près une dépêche de l'amiral Dewey, que le ca-
ble télégraphique entre Manille et Hong-Kong a
été rétabli par ses soins.

Le reste est un amas de suppositions, de
probabilités, de conjectures, d'«on-dit...» pur
remplissage pour les colonnes gigantesques de
journaux de grand format.

A Montevideo l'attention est restée partagée
entre 1.° la timbale de la Commandance de Ma-
rine reléguée par M. Carlos A. Lenzi, — très avisé
M. Lenzi — mais qui ne manque pas de soupi-
rante; 2.° la nomination par M. Dominguez, de
deux délégués chargés d'inspecter, les divers
commissariats de la Capitale pour s'assurer que

le personnel qu'on y paie y existe véritablement
— touchant la confiance à l'égard de fonction-
naires chargés d'arrêter les voleurs! — 3.° les dé-
marches faites par M. Piñeyro pour obtenir du
Gouvernement qu'on assure à la Commission de
Charité les subsides dont elle a besoin et quela
loterie n'arrive plus à lui fournir; 4.° les criti-
ques dont le projet de réforme de la place In-
dependencia est l'objet et celles dont les ruti-
niers et les quémandeurs d'emplois accablent M.
Camp comble de vouloir faire une place à la
femme dans les services de la Poste...

Il y a bien aussi la naturalisation des Etran-
gers dont MM. Acevedo et Arechaga se sont fait
les champions, et dont M. Carlos Maria Ramirez,
réfractaire à toute nouveauté, ne veut pas en-
tendre parler... Mais ceci est question grave et
qui demande qu'on la traite à part. Nous en di-
rons un mot prochainement.

Assemblée Générale

Paris 15 avril 98.

Voilà rendu l'arrêt du conseil de guerre ou
plutôt de son assemblée générale, mot nouveau
et étrange lorsqu'il s'applique à la juridiction
militaire. Une fois de plus nos officiers, poitr-
ne découverte, la tête et l'épée hautes, ont cou-
ru sur à l'ennemi. Leur geste est ocre et fait
pour plaire aux Français. Les habiles objectent
que l'agitation va renaître, que les dé-
cidents, les sautes-patris, les vendus et les traitres
vont plus que jamais se remuer; que la malveil-
lance de l'étranger va encore faire rage; que la
Triplice va se réjouir. Toutes choses dont nous
aurions pu nous passer.

S'il faut puiser dans nos poches au lieu de
celle-ci, mieux vaut la cicatriser par le fer
et le feu, s'il le faut, s'il faut, que d'employer
des palliatifs empêchant pas la pourriture de
s'étendre. Si on ne la foudroie à fond cette plaie,
la gangrène pourrait s'y mettre et abattre le
corps sain que, malgré tout, est la France. Et
dire que ce malheur se produirait parce qu'on a,
au début, négligé de soigner vigoureusement un
petit *bois* dont un habile chirurgien aurait eu
si facilement raison. Mais voilà! le chirurgien
était absent. Il était peut-être en Espagne?

Si je me joins à mes camarades pour pousser
avec eux le cri. En avant! je ne puis pourtant
résister au désir de signaler une autre solution
qui, elle aussi, eût eu sa grandeur et sa fierté.
Cette solution donnerait à l'opinion publique,
justement indignée, le malin plaisir de voir in-
valider une leçon de droit aux magistrats de la
haut-cour.

Pour arriver à ce résultat, l'assemblée gé-
nérale n'aurait qu'à refuser de prendre officielle-
ment une décision en se retranchant derrière ce fa-
meux article 17, hypocritement tronqué, indi-
gnement voilé.

Mais pour mieux faire toucher du doigt la
question, je prie mes excellents lecteurs du
Petit Marcellin de vouloir bien pénétrer avec
moi dans la salle des délibérations de l'hôtel du
Cercle-Midi: autour d'une grande table que
recouvre un tapis vert, les officiers sont assis
et le président prenant la parole s'exprime à
peu près en ces termes:

«Messieurs, pour la première fois, un conseil
de guerre autre qu'un conseil de révision est
appelé à se prononcer sur une question de droit.
Mais, je me trompe, nous ne sommes plus un
conseil de guerre, nous sommes une assemblée
générale, ainsi le veut l'arrêt étrange que vous
connaissez. Comme nous n'avons pas un accusé
à juger, mais simplement une offense à appré-
cier, j'autorise chacun des membres ici présents
à exprimer, s'il le désire, son opinion pour ex-
pliquer son vote.

«Je pose la première question: Y a-t-il lieu,
de porter plainte contre le nommé Zola? Com-
mandant N.°, vous avez la parole.»

Le commandant N.°, le plus jeune de gra-
de, est licencié en droit, le Code militaire n'a
pas de secret pour lui, il a été longtemps com-
missaire du gouvernement. Il dit: «Mon général,
l'article 17 ne nous donne pas le droit de
nous réunir en assemblée générale, je ne puis
émettre un avis sur la question que vous me
posez.»

Le Président.—Mais le ministre nous couvre
par son ordre.

Le commandant N.°.—Le ministre ne peut
lui-même violer la loi et ici, ne relevant que de
ma conscience, il m'est impossible de lui obéir,
pas plus que je ne dois obéir à l'arrêt de la cour
de cassation qui motive notre réunion, cet arrêt
qui nous assimile à une cour ou à un tribunal,
alors que nous ne sommes ni l'un ni l'autre; et la
preuve, c'est que nous ne pouvons comme cou-
reux-ci nous réunir de notre propre gré et en
vertu de l'article 17, nous ne le pouvons même
pas par ordre.

Cet arrêt déclare aussi que nous sommes un
conseil permanent, et nous ne le sommes pas,
puisque nous avons été si évidemment confusés
pour juger un chef de bataillon, que nous n'exis-
tons pas avant d'être convoqués et que nous
n'existerions plus aussitôt le jugement rendu.

Le Président.—Mais, commandant, si vous
n'émettez pas d'avis, Zola ne sera pas châtié.

Le commandant.—Et qu'importe! Ce triste
loup par l'étranger renié par la France, mé-
prisé de tous, est aujourd'hui entièrement dis-
qualifié. Lorsqu'on a rogné les crocs au rat d'é-
gout, il est inutile de le mettre en cage pour l'em-
pêcher de nuire.

Abregé: tout le conseil partage l'opinion
du commandant. Le président lui-même ar-
rive et se retire formellement à délibérer officiel-
lement sur les questions qui lui sont po-
sées.

Officiellement, chaque officier déclare que
l'injure d'un Zola part de trop bas pour qu'il
puisse en être atteint. Tous demandent qu'il
soit rayé des cadres de la Légion d'honneur.

Informé par un simple compte-rendu du pré-
sident de ce qui s'est passé à la soi-disant assem-
blée générale, il ne reste plus au ministre et à lui
instruire à son tour le président Lenzi et à lui
déclarer qu'il partage l'avis des anciens juges et
qu'il l'occasionne en présentant à nouveau, la
représentation la marche suivie pour traduire Zola
devant les assises, cette marche étant la seule
légitime.

Morale, l'arrêt de la haute-cour était ainsi
à son tour justement cassé et le droit triom-
phait.

Mais cette solution n'eût pas empêché la guer-
re de recommencer. Ces messieurs la veulent.
Faisons-la! Et pour la France, qu'elle soit courte
et bonne!

Général Lambert.

Le soldat espagnol

Quand on voit sur le point d'en venir aux pri-
ses la vaste Amérique et la relativement exiguë
Espagne, la première impression est que le com-
bat se trouve trop inégal pour laisser douter du
succès final.

L'Espagne en armes ne représente pas une
force numériquement formidable, d'autant plus
que l'Espagne n'a pas encore comme presque
toutes les puissances européennes, un service
universel pour le cas de guerre. Elle doit se
contenter de ses réservistes, qui ne pourraient
pas apporter à son armée active des contingents
très considérables.

Mais, il y a les levées en masse, auxquelles
le patriotisme espagnol pourrait donner une terri-
ble importance; il y a aussi et surtout la valeur
du soldat espagnol qui est un superbe atout dans
le jeu de l'Espagne.

Cette valeur, il ne faut pas l'oublier, a arrêté
au commencement du siècle la fortune de Napoléon.
Pendant cinq ans elle a tenu en échec ces armées
de la France qui, jusqu'alors, avaient tout su-
periorité. D'après et Juvot durent capituler devant
elle, et le maréchal Monecy fut forcé par elle à
une rapide retraite.

En 1808, dit un rédacteur de la *Patrie* qui
nous donne des notes à ce sujet, notre armée fut
obligée de se retirer sur la rive gauche de l'Ebre,
et Napoléon dut envoyer à son secours toutes
sortes de troupes prises sur d'autres théâtres de
la guerre: des Allemands, des Italiens, des Polo-
nais, des Suisses, des Hollandais, même des Ir-
landais et des Mamelouks.

La guerre prit alors un caractère atroce:
50,000 paysans en armes défendirent Saragosse,
qui fut noyée dans le sang; pendant que nous
remparions les victoires d'Udès, de Madrid, de
Ciudad-Real, nos garnisons laissées en arrière
disparaissaient, des régiments (comme le 100
chasseurs) étaient décimés dans des embuscades;
un jour 700 prisonniers français étaient noyés
dans le Minho!

En somme, c'étaient des adversaires indé-
fectibles, et rien ne nous dit qu'ils aient déchu de
leur

J. Polvere.

La famine en Italie

Paris 16 avril 98.

On craignait depuis quelque temps des ma-
nifestations tumultueuses en Italie; la récolte a
été mauvaise et le pays est menacé de la fa-
mine; le gouvernement, par mesure de précaution,
a appelé sous les drapeaux une classe de mi-
lité; il n'y a pas eu de désordre à Rome, comme
on l'avait redouté un instant; mais il y a en pro-
vince des déficits de Sals-Travail et de Sals-
Pain. A Torre di Cimbruzza, plus de deux mil-
le personnes se sont rendues à la caserne en
criant: «Nous avons faim! nous ne travaillons
plus depuis plusieurs mois. Nous voulons du
pain et du travail! Nous voulons manger!» Na-
ples vu une manifestation semblable; elle était
composée en majorité de femmes qui criaient:
«Nous ne voulons pas mourir de faim; nous ne
voulons pas le pain des chiens.» Une boulan-
gerie a été assaillie, et le sang a coulé. On n'a
pas oublié sans doute qu'au mois d'octobre der-
nier, les contribuables romains s'étaient rendus
professionnellement au palais du premier mi-
nistre, pour protester contre le poids accablant
de l'impôt sur le revenu et qu'une émeute san-
glante s'en était suivie.

On ne voit pas le remède que le gouvernement
pourrait apporter à la crise intense qui régit; on
songe bien à baisser de 2 fr. 50 à 5 fr. et plus
le droit de douane sur les blés, mais cette di-
minution de taxe n'aurait qu'un effet dérisoire sur
le prix du pain, et, d'autre part, elle ferait perdre
au Trésor une somme de huit millions au moins,
dont il a absolument besoin; dégrever les petites
cotes aurait des conséquences identiques; on n'a
pas d'argent pour faire de grands travaux pu-
blics; en fin le rappel d'une classe de milice ou-
bliée au Trésor constituerait la somme de cent
mille francs. Bref l'Italie est dans une impasse,
tourne dans un cercle vicieux, et c'est à l'impôt
sur le revenu qu'elle le doit.

C'est fait d'établir d'une façon indéniable et
mis complètement en lumière dans une brochure
que nous avons sous les yeux et qui porte préci-
sément ce titre: *L'Italie en misère!*

L'auteur fait de ce pays la triste tableau que
voici:

A Rome, les quartiers neufs sont déserts; les
constructions sont inachevées, ou bien elles sont
fermées faute de locataires. Le propriétaire a
tout intérêt à ne pas louer ses immeubles, afin
d'échapper à la rapacité du fisc. Il préfère com-
moder, à prix d'argent, un local unique, pour
échapper à l'impôt sur la richesse mobilière qui
frapperait sa maison, comme si elle était louée
toute entière. Un nombre extraordinaire de ma-
gazines portent cette mention: «Fermé pour cause
de faillite.» La moitié de la population men-
die, vole à main armée ou se livre aux métiers
les plus honteux.

Aux environs de Rome, dans la campagne,
on n'ose plus s'aventurer hors des villages. Les
paysans innocents s'estiment en brigand, non
par méchanceté mais par famine. Les cour-
riers de la poste ne vont plus sans gendarmes.
Les commissaires de police conseillent aux tou-
ristes de n'emporter sur eux qu'une petite somme
d'argent: «Jetez-la tout de suite au voleur, di-
sent-ils, et retournez vos poches. Ainsi, vous
avez la vie sauve.»

Les plaines, jadis si riches de la Campanie,
de la terre de Labour, les villes antiques pen-
chées de la Calabre, sont changées en solitudes.
Les trois quarts de la population ont émigré vers
l'Amérique du Sud.

Enfin, la Sardaigne a été tout entière, pour
ainsi dire, mise à l'encu. Les maisons, les us-
tensiles du ménage, les terres appartenant à
l'Etat, car, dans cette vaste adjudication, néces-
sité par l'impossibilité de payer l'impôt, il ne
s'est pas rencontré d'acquéreurs.

La Sardaigne n'a presque plus de proprié-
taires. C'est une île collective, selon le rève de nos
socialistes. Mais cette collectivité, c'est la mis-
ère pour chacun. L'île appartenait à tous n'est
à personne. Le Trésor n'en tire plus d'impôt;
l'habitant meurt de faim.

Comment l'impôt sur le revenu a-t-il pu pro-
duire des résultats aussi désastreux? L'auteur
de la brochure l'explique fort bien:

Les successeurs de M. Crispi, obligés de ré-
parer ses fautes, ont eu le louable dessein de
rendre l'équilibre au budget: Ils ont procédé d'a-
bord par les économies: ils ont réduit les dépenses
militaires, liquidé les expéditions coloniales,
rendu Kassala à l'Egypte, c'est-à-dire à l'An-
gleterre, rappelé la plupart de leurs soldats d'A-
frique, etc., etc. L'égout des déficits n'était pas
encore comblé. Comment faire? Surcharger les
impôts de consommation? Impossible. L'Italien
se serre la ceinture, il est sobre. On avait trop
gravy le sel; dans certaines provinces
on cessait de saler le pain, et nombre de paysans
furent atteints de la pellagre.

Les ministres si bien intentionnés, si pru-
dents, si bon comptables, furent contraints de se
retourner vers l'impôt à tout faire, celui de la
richesse mobilière. Mais il atteignait déjà vingt
pour cent. Ajouté aux autres impôts grevant la
propriété sous toutes ses formes, aussi bien l'im-
mobilière que la mobilière, il chargeait le con-
tribuable d'un ensemble de taxes atteignant, en
certaines régions cinquante, soixante, soixante-
cinq pour cent du revenu, sans compter les im-
pôts indirects et de consommation.

Is furent obligés d'augmenter de dix mil-
lions le rendement de l'impôt sur la richesse
mobilière! Et aujourd'hui le labourneur meurt
de faim sur le sol qu'il n'a pu ensemencer!

Mendique.

Le Commerce international

Paris, 10 avril.

La décision du Gouvernement espagnol ac-
ceptant l'armistice proposé par les puissances a
produit la plus heureuse impression, non seule-
ment dans le monde de la diplomatie où l'on
envisageait avant tout les intérêts purement poli-
tiques, mais aussi dans le monde des affaires que
la perspective d'une guerre civile à juste titre
On se reprend à espérer maintenant, et si les
Etats-Unis tiennent compte comme cela est
raisonnable de l'intervention de l'Europe, des
efforts du Saint-Siège, s'ils reconnaissent la po-
sitive considérable de la concession accordée au
point de vue de l'Espagne, il y a lieu de pen-
ser qu'on pourra éviter un conflit armé dont les
conséquences seraient désastreuses pour le com-
merce du monde entier.

La guerre, en effet, quel qu'en soit le ré-
sultat, ruinerait l'Espagne qui vient d'engloutir un
milliard pour soutenir la lutte contre l'insurrec-
tion cubaine; l'Espagne, qui 225 millions ont été
absorbés en un mois, ou le Trésor fait appel
au crédit pour parer les sommes avec défection
sur les tabacs, le timbre et l'octroi, ou la prime
sur l'or s'élève déjà à 43 0/0.

Les Etats-Unis, de leur côté, souffriraient
grandement d'une guerre maritime qu'ils au-
raient grand peine à soutenir au début, surtout
en raison de l'insuffisance absolue de leur flotte
de combat. Les Américains, gens pratiques,
ont, il est vrai, pris leurs dispositions en vue
d'un conflit; ils ont préparé un emprunt de 2 mil-
liards et demi et se sont arrangés pour que leur
transit commercial par le Canada, sous pavillon
anglais, mais un pays où l'activité industrielle
progressive avec tant de rapidité, qui pour ne ci-
ter que quelques exemples, a vu, en cinq années
monter de 300 à 200 le nombre des maisons de
construction de bicyclettes, qui, de 1880 à
1897, appliqué la traction électrique aux tram-
ways sur 13,275 milles, qui possède un réseau
de téléphones dépassant un personnel de 11,450
employés et un budget de 78 millions de dol-
lars, soit 390 millions de francs, subira, du fait
de la guerre, un dommage incalculable.

Les deux nations belligères ne seraient
passées, enfin, à voir leur prospérité atteinte
de la façon la plus grave. Tous les peuples qui
sont en relations d'affaires avec l'Espagne et les
Etats-Unis subiraient le contre-coup des ruines
accumulées en quelques semaines. La suppres-
sion, ou presque, absolue des échanges, l'éleva-
tion du change, la baisse des fonds publics, les
faillites innombrables qui se produiraient, au-
raient leur répercussion fatale sur toutes les pla-
ces européennes et la France serait certainement
un des pays les plus gravement atteints.

C'est pourquoi le monde commercial est unanime
à se féliciter que l'intervention de l'Europe
ait eu pour premier résultat de rendre moins
imminent, sinon d'écarter tout à fait, un conflit
qui serait pour l'univers entier une véritable ca-
lamité.

Un exemple

Il est certains rapprochements qui en disent
beaucoup plus que tous les raisonnements que
l'on peut faire.

Voici, par exemple, ce qu'un exilé cubain, le
général Marius, vient de dire d'Itali, qui s'est
émancipé de la tutelle française, comme on
vent que Cuba s'émancipe de la tutelle espa-
gnole:

Itali, avec une population de sang mêlé, si-
milair à celle de Cuba et presque aussi nom-
breuse, avec un sol, plus fertile, qui a vu en
quatre-vingt-quinze années d'indépendance se
fonder vingt-huit révolutions, noyées dans le
feu et dans le sang, se succéder dix-sept pré-
sidents, dont un seul, Nissage, descendit paci-
fiquement du pouvoir sans un ou deux sou-
lèvement à réprimer; dont trois — Dessalines,
Henry, Guerrier — furent assassinés; un, Salu-
stiano, assassiné par ses propres soldats.

ve, fusillé par les rebelles; un, Domingue, blessé
en luttant, dix exilés et forcés à la fuite pour
échapper au peloton d'exécution; le dernier,
Hippolyte, mort à la peine après avoir dû ter-
roriser la population par les sanglantes fusillades
de mai 1881; qui à son commerce descendant
de 400,000,000 en 1788 — chiffre énorme pour
l'époque — à 120 millions de nos jours.

C'est de l'Itali peut servir d'exemple à
propos de Cuba et nous paraît de nature à faire
revenir les gens de bonne foi de certaines illu-
sions. — J.

La Marine Américaine

Paris, 10 avril.

Il est clair que les Etats-Unis ont intérêt à
temporiser jusqu'à ce qu'ils aient pris livraison
des navires dont ils négocient l'achat. Or, les
portugais portent au moins sur 47 bâtiments
décomposés achèvement ou en réparation sur les
chantiers d'Europe et d'Amérique, pour le compte
de divers gouvernements.

Si les hostilités éclataient avant livraison,
celle-ci ne pourrait plus s'effectuer sans viola-
tion des lois internationales en matière de neu-
tralité; il est à présumer qu'aucune grande puis-
sance européenne ne voudrait s'y exposer.

Voici la liste des navires de guerre au sujet
desquels les Etats-Unis ont fait des propositions
formelles d'achat:

Catamaras: «21 de Mayo», et «Riachuelo»
(argentine); «Almirante-Brown», (argentine), ce
dernier est en réparation en France.
6 croiseurs cuirassés: «San-Martino», et «Ga-
ribaldi», (argentine); «Asama», et «Tokiva», (japo-
nais); «Giuseppe-Garibaldi», et «Vares», (italiens);
«Holland», et «Zeeland», (hollandais).

11 croiseurs protégés: «Amazonas», «Almi-
rante-Abreu», et «O'Higgins», (brésiliens); «Es-
meralda», (chiliens); «Takusago», «Kasagi», et
«Chilose», (japonais); ces deux derniers sont en
achèvement sur les propres chantiers des Etats-
Unis: «Hai-Tien», et «Hai-Chi», (chinois).

22 croiseurs-torpilleurs et contre-torpilleurs
de 400 à 1,000 tonnes en construction en
Angleterre et en Allemagne pour le compte du
Brésil, du Chili, du Japon et de la Chine.

Cruz Roja Sud-Americana

Manifesto al pueblo nacional y extranjero: Lo
que suscriben, presidente y secretario de la co-
mision constituida por una agrupacion distinguida
de ciudadanos orientales y españoles para
organizar un cuerpo de sanidad que con el nom-
bre de Cruz Roja Sud-Americana, y bajo la di-
reccion del filantropo doctor Sabino A. Posada,
vaya al teatro de la guerra hispano-americana,
con el humanitario proposito de curar y
asistir los heridos de los dos campos combatien-
tes, la resuelto dirigirse al pueblo nacional y
extranjero de esta Republica, haciendo constar lo
siguiente:

Primero: Que siendo su mision pura y exclu-
sivamente humanitaria y no curriendo riesgo
por los principios de neutralidad manifestados
por parte del gobierno oriental en esta emergencia,
declara que la Cruz Roja Sud-Americana
actuara en campo neutral, sirviendo lo mismo a
españoles que americanos.

Segundo: Que su deseo es hacer resaltar los
sentimientos humanitarios y caritativos del pue-
blo oriental y demas pueblos sud-americanos.

Tercero: Que siendo urgente el envio del cuer-
po medico que debe concurrir al teatro de la
guerra bajo la direccion del doctor Posada, des-
de ya se inicia la suscripcion de obsequios, di-
carios, instrumentos quirurgicos y medicamentos,
algodonos, etc., los cuales deben enviarse al lo-
cal social situado en la calle Uruguay num. 57;<

